

EVIDENCE

OTTAWA, Tuesday, April 21, 2026

The Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans met with videoconference this day at 6:32 p.m. [ET] to examine and report on the commercial fisheries licensing regime on Canada's Pacific Coast.

Senator Fabian Manning (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Good evening. My name is Fabian Manning. I'm a senator from Newfoundland and Labrador and have the privilege of chairing this committee.

Should any technical challenges arise, particularly in relation to interpretation, please signal them to me or to the clerk, and we will work to resolve your issue.

Before we begin, I would like to take a few moments to allow the members of the committee to introduce themselves.

Senator Ince: Tony Ince from Nova Scotia.

Senator Ravalia: Mohamed Ravalia, Newfoundland and Labrador.

Senator Cuzner: Rodger Cuzner from Nova Scotia.

Senator Surette: Allister Surette from Nova Scotia.

Senator Busson: Bev Busson from British Columbia. Welcome.

The Chair: Thank you, senators.

On November 18, 2025, the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans was authorized to examine and report on the commercial fisheries licensing regime on Canada's Pacific Coast. Today, under this mandate, the committee will be hearing, via video conference, from the following individual: Mr. Mike Frost, Director, Fisheries and Fleet Management of Canfisco Group, British Columbia.

On behalf of the members of the committee, I thank Mr. Frost for joining us this evening. I understand that you have some opening remarks. Following these, I'm sure we will have some questions from our senators.

Welcome. The floor is yours, Mr. Frost.

Mike Frost, Director, Fisheries and Fleet Management, Canfisco Group: Thank you, and I appreciate the opportunity to speak with all of you today. I wish I could be with you in person. I have some surrounding meetings and am unable to attend in person.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mardi 21 avril 2026

Le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans se réunit aujourd'hui, à 18 h 32 (HE), avec vidéoconférence, pour examiner, afin d'en faire rapport, le régime de délivrance des permis de pêche commerciale sur la côte Pacifique du Canada

Le sénateur Fabian Manning (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Bonsoir. Je m'appelle Fabian Manning, sénateur de Terre-Neuve-et-Labrador. J'ai le plaisir de présider ce comité.

En cas de problèmes techniques, en particulier en ce qui concerne l'interprétation, veuillez m'en informer ou en informer la greffière, et nous nous efforcerons de résoudre le problème.

Avant de commencer, j'aimerais prendre quelques instants pour permettre aux membres du comité de se présenter.

Le sénateur Ince : Tony Ince, de la Nouvelle-Écosse.

Le sénateur Ravalia : Mohamed Ravalia, de Terre-Neuve-et-Labrador.

Le sénateur Cuzner : Rodger Cuzner, de la Nouvelle-Écosse.

Le sénateur Surette : Allister Surette, de la Nouvelle-Écosse.

La sénatrice Busson : Bev Busson, de la Colombie-Britannique. Bienvenue.

Le président : Merci, sénateurs.

Le 18 novembre 2025, le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans a été autorisé à examiner, afin d'en faire rapport, le régime de délivrance des permis de pêche commerciale sur la côte Pacifique du Canada. Aujourd'hui, en vertu de ce mandat, le comité entendra, par vidéoconférence, la personne suivante : M. Mike Frost, directeur, Gestion des pêches et de la flotte, Canfisco Group, Colombie-Britannique.

Au nom des membres du comité, je remercie M. Frost de se joindre à nous ce soir. Je crois comprendre que vous avez une déclaration liminaire. Après votre déclaration, je suis certain que nos sénateurs auront des questions à vous poser.

Bienvenue. La parole est à vous, monsieur Frost.

Mike Frost, directeur, Gestion des pêches et de la flotte, Canfisco Group : Je vous remercie et je vous suis reconnaissant de me donner l'occasion de m'adresser à vous tous aujourd'hui. J'aurais aimé pouvoir être parmi vous en personne. J'ai d'autres réunions prévues et je ne peux donc pas assister en personne.

I want to begin by emphasizing that commercial fisheries on Canada's Pacific Coast operate under conditions that are fundamentally different from those in beautiful Atlantic Canada. Pacific fisheries are smaller in scale and highly variable, and many are multi-species. West Coast harvesters now rely on access to several fisheries to remain viable, and in many cases the available harvest cannot sustain large numbers of fully independent fish harvesters as owner-operators.

As a result, it is access to the resource — not ownership structure alone — that is the defining challenge in the Pacific. In several fisheries, there are currently too many licences to support economically sound harvest opportunities, and significant fleet rationalization has occurred in the Pacific over many decades. Any approach to licensing reform must reflect these structural realities rather than apply models developed for fundamentally different fisheries.

The Pacific region also operates within an established advisory framework, set out in the 2004 policy governing regional advisory bodies. That framework emphasizes transparency, representation and fishery-specific design. Where change may be warranted, it should begin with a review of that policy and engagement with existing advisory bodies. Unilateral changes to advisory structures, particularly without clear definitions or rationale, risk undermining confidence in the process rather than strengthening governance.

Resource access constraints have also intensified over time. Conservation measures, licence limitation, quota-based management and fleet rationalization have all reduced entry points for commercial fish harvesters in the Pacific region. At the same time, important and distinct policy objectives — such as reconciliation initiatives, marine protected area expansion and licence retirement programs — continue to shape the distribution and availability of fishing opportunities in B.C. While these initiatives each serve legitimate purposes, their combined effect is a progressively tighter and more conditional access environment for the commercial sector.

This context is essential when discussing ownership, equity and participation in fish harvesting in B.C.

It is important to acknowledge harvester perspectives here. Many harvesters face real barriers to entry and ongoing participation, including high capital costs and — in some quota-managed fisheries — lease rates that are widely viewed as

Pour commencer, je tiens à souligner que les pêches commerciales sur la côte Pacifique du Canada s'exercent dans des conditions fondamentalement différentes de celles de la magnifique région du Canada atlantique. Les pêcheries du Pacifique sont de plus petite envergure et très variables, et concernent souvent de multiples espèces. Les pêcheurs de la côte Ouest dépendent désormais de l'accès à plusieurs types de pêches pour rester viables, et dans de nombreux cas, les prises disponibles ne permettent pas de faire vivre un grand nombre de pêcheurs totalement indépendants en tant que propriétaires-exploitants.

Par conséquent, c'est l'accès à la ressource — et non la seule structure de propriété seule — qui constitue le principal défi dans le Pacifique. Dans plusieurs pêcheries, le nombre actuel de permis est trop élevé pour garantir des possibilités de pêche économiquement viables, et ce malgré l'importante rationalisation de la flotte effectuée dans le Pacifique depuis plusieurs décennies. Toute approche de la réforme des permis doit refléter ces réalités structurelles plutôt que d'appliquer des modèles élaborés pour des pêches fondamentalement différentes.

La région du Pacifique fonctionne également dans un cadre consultatif établi, défini dans la politique de 2004 régissant les organismes consultatifs régionaux. Ce cadre repose sur la transparence, la représentation et la conception adaptée à chaque pêcherie. Lorsque des changements sont nécessaires, ils devraient commencer par un examen de cette politique et une concertation avec les organes consultatifs existants. Des modifications unilatérales des structures consultatives, en particulier sans définitions ni justification claires, risquent de saper la confiance dans le processus plutôt que de renforcer la gouvernance.

Les contraintes d'accès aux ressources se sont également intensifiées au fil du temps. Les mesures de conservation, la limitation des permis, la gestion par quotas et la rationalisation de la flotte ont toutes réduit les possibilités d'accès pour les pêcheurs commerciaux dans la région du Pacifique. Parallèlement, des objectifs politiques importants et distincts — tels que les initiatives de réconciliation, l'extension des zones de protection marine et les programmes de retrait de permis — continuent de façonner la distribution et la disponibilité des possibilités de pêche en Colombie-Britannique. Bien que chacune de ces initiatives poursuive des objectifs légitimes, leur effet combiné se traduit par un environnement d'accès de plus en plus restreint et conditionnel pour le secteur commercial.

Ce contexte est essentiel lorsqu'il s'agit de discuter de la propriété, de l'équité et de la participation à la pêche commerciale en Colombie-Britannique.

Il est important de tenir compte du point de vue des pêcheurs. Bon nombre d'entre eux se heurtent à de réels obstacles à l'entrée sur le marché et au maintien de leur activité, notamment des coûts d'investissement élevés et, dans certaines pêcheries

unfair. These concerns are not abstract; they directly affect fleet stability, workforce renewal and the economic viability of fishing enterprises. Again, access is the challenge in the Pacific region.

Throughout my career as a fisheries and fleet manager, I have approached these realities with the clear understanding that sustainable fisheries depend on sustainable relationships. Those relationships can only be maintained through fair, transparent and affordable financial arrangements that provide mutual benefit and allow harvesters to remain viable over the long term.

In an environment of constrained access, processor-supported financing and mentorship can play a constructive role when done responsibly. Support mechanisms that provide affordable financing, access to vessels and equipment and structured pathways to licences can help create entry points that would otherwise not exist. However, these arrangements are not a substitute for a coherent access policy, and they are most effective when aligned with clear governance and predictable rules.

In closing, the central issue facing commercial fisheries is not simply the structure of licence ownership but also the scarcity and allocation of access. Owner-operator principles remain relevant, but their practical application depends on addressing underlying access constraints in a coordinated, fishery-specific manner. Without that foundation, structural reforms risk limited effectiveness or unintended consolidation, rather than broader participation and equitable outcomes.

Thank you.

The Chair: Thank you, Mr. Frost. We have been joined by Senator Dhillon from your home province of British Columbia. Our first questions will be from Senator Busson, our deputy chair, followed by Senator Cuzner.

Senator Busson: Thank you very much for being here today, even if it is by teleconference. I understand your time is very valuable.

The background to your company is that it was formed from a company in 1906 and joined the Jim Pattison Group in 1984, and another part of your work and website talks about the fact that you're the largest fishing fleet in British Columbia, and you also fish in Washington State and Alaska.

soumises à des quotas, des frais de location largement considérés comme injustes. Ces préoccupations ne sont pas abstraites; elles affectent directement la stabilité de la flotte, le renouvellement de la main-d'œuvre et la viabilité économique des entreprises de pêche. Encore une fois, l'accès constitue le principal défi dans la région du Pacifique.

Tout au long de ma carrière en tant que gestionnaire des pêches et des flottes, j'ai abordé ces réalités en sachant pertinemment que la durabilité des pêches repose sur des relations durables. Ces relations ne peuvent être maintenues que par des arrangements financiers équitables, transparents et abordables qui procurent des avantages mutuels et permettent aux pêcheurs de rester viables à long terme.

Dans un contexte d'accès restreint, le financement et le mentorat soutenus par le transformateur peuvent jouer un rôle constructif lorsqu'ils sont exercés de manière responsable. Les mécanismes de soutien qui offrent un financement abordable, l'accès à des navires et à des équipements, ainsi que des parcours structurés vers l'obtention des permis peuvent contribuer à créer des points d'entrée qui n'existeraient pas autrement. Cependant, ces arrangements ne remplacent pas une politique d'accès cohérente et sont particulièrement efficaces lorsqu'ils sont alignés avec une gouvernance claire et des règles prévisibles.

En conclusion, le problème central auquel est confrontée la pêche commerciale ne réside pas uniquement dans la structure de la propriété des permis, mais également dans la rareté et l'attribution de l'accès. Les principes du propriétaire-exploitant demeurent pertinents, mais leur application pratique dépend de la résolution des contraintes d'accès sous-jacentes, de manière coordonnée et spécifique à chaque pêche. Sans cette base, les réformes structurelles risquent d'être peu efficaces ou de provoquer une consolidation involontaire, plutôt que d'aboutir à une participation plus large et à des résultats équitables.

Merci.

Le président : Merci, monsieur Frost. Nous sommes rejoints par le sénateur Dhillon de votre province d'origine, la Colombie-Britannique. Nos premières questions seront posées par la sénatrice Busson, notre vice-présidente, puis par le sénateur Cuzner.

La sénatrice Busson : Merci beaucoup d'être parmi nous aujourd'hui, même si c'est par téléconférence. Je comprends que votre temps est très précieux.

Votre entreprise a été créée à partir d'une société fondée en 1906 et a rejoint le Jim Pattison Group en 1984. Une autre partie de votre travail et de votre site Web souligne que vous possédez la plus grande flotte de pêche en Colombie-Britannique, et que vous exercez également vos activités de pêche dans l'État de Washington et en Alaska.

That's some of the background information that we were supplied with.

Can you tell me how many Canadian employees or contractors are part of the Canfisco Group?

Mr. Frost: No, ma'am, not accurately. Canfisco Group does have operations in British Columbia, Alaska and Washington. We began in B.C., and it is a large part of our business.

We have operations in Vancouver, Richmond, Port Hardy and Prince Rupert. We have a processing plant in Delta, British Columbia, that is part of Canfisco Group as well. I would be guessing at the number of employees that we had in B.C.

Senator Busson: If I might just expand on that, I'm wondering whether you have an interest in all the commercial fisheries in British Columbia.

Mr. Frost: No, we do not. Canfisco is really built on salmon and herring fisheries in British Columbia. Those fisheries have become challenging in recent decades. It is still a big part of our B.C. operations. But we only participate in British Columbia in salmon and herring, and we have some hook-and-line fisheries that are halibut-directed and some trout fisheries as well. Those are the backbones of our business here in B.C.

Senator Busson: I have one more question, just to set the context for where we might be going here as we move forward. We have been told by a number of other witnesses that the registry of licence holders in British Columbia is obscure and not transparent; you talked in your presentation about the transparency of the fishery and how important it is that this is part of how it moves forward. Could you talk to me a little bit about the licence holder registry?

Mr. Frost: Yes, that's something that is publicly available, but I agree with you. The names that are attached to vessel-based or party-based licences can be numbered companies. The actual ownership is not transparently produced or widely distributed. It can be somewhat ambiguous as to who actually owns licences within the licensing system.

Senator Busson: So part of that group that has numbered companies that hold the licences as you carry on the fishery?

Voici quelques-unes des informations de base qui nous ont été fournies.

Pouvez-vous me dire combien d'employés ou de sous-traitants canadiens le Canfisco Group emploie?

M. Frost : Non, madame, ce n'est pas tout à fait exact. Canfisco Group exerce effectivement ses activités en Colombie-Britannique, en Alaska et dans l'État de Washington. Nous avons commencé en Colombie-Britannique, et cela représente une grande partie de notre activité.

Nous avons aussi des opérations à Vancouver, Richmond, Port Hardy et Prince Rupert. Nous avons également une usine de transformation à Delta, en Colombie-Britannique, qui fait partie du Canfisco Group. Je ne saurais dire avec certitude le nombre d'employés que nous avons en Colombie-Britannique.

La sénatrice Busson : Si je peux me permettre d'approfondir un peu ce point, je me demande si vous avez un intérêt dans toutes les pêcheries commerciales de la Colombie-Britannique.

M. Frost : Non, ce n'est pas le cas. Canfisco Group s'est véritablement développé autour des pêches au saumon et au hareng en Colombie-Britannique. Ces pêches sont devenues difficiles au cours des dernières décennies. Elles constituent néanmoins une part importante de nos activités en Colombie-Britannique. Mais en Colombie-Britannique, nous ne pratiquons que la pêche au saumon et au hareng, et nous avons également quelques pêches à la ligne ciblant le flétan ainsi que quelques pêches à la truite. Ce sont les piliers de notre entreprise ici en Colombie-Britannique.

La sénatrice Busson : J'ai une question de plus, simplement pour situer le contexte et donner une idée de la direction que nous pourrions prendre à mesure que nous progressons. Plusieurs autres témoins nous ont dit que le registre des titulaires de permis en Colombie-Britannique est obscur et manque de transparence; vous avez évoqué dans votre exposé la transparence de la pêche et l'importance de l'intégrer dans la voie à suivre. Pourriez-vous me parler un peu du registre des titulaires de permis?

M. Frost : Oui, c'est un document accessible au public, mais je suis d'accord avec vous. Les noms associés aux permis rattachés à un bateau ou aux permis basés sur une partie peuvent être des sociétés à numéros. La propriété effective n'est pas produite de manière transparente ni largement diffusée. Il est parfois difficile de savoir qui détient réellement les permis au sein du système d'octroi de permis.

La sénatrice Busson : Vous faites donc partie de ce groupe qui comprend les sociétés à numéros titulaires des permis pour l'exploitation de cette pêcherie?

Mr. Frost: Most of the Canfisco licences are owned by Canfisco or Jim Pattison enterprises. There are some that are owned by some numbered companies.

As you know, Canfisco was built in a willing seller, willing buyer environment in B.C. There has been some acquisition of licences from other companies where, perhaps, the companies were bought along with the licences.

Senator Busson: Thank you.

Senator Cuzner: You just referred to the willing seller, willing buyer environment, and in the wake of the *Marshall* decision on the East Coast, that's how accommodations have been reached with First Nations communities in a lot of those harbours. But you mentioned that rationalization has taken place in the past. Could you sort of expand on that?

It seems that if there were any kind of rationalization, it went to the highest bidder. The licences ended up going to the highest bidder. You are shaking your head, so could you walk us through the rationalization and if, in fact, independent fishers were given an opportunity to gain access to that?

Mr. Frost: The thing that comes to mind, senator, is the recent Pacific Salmon Strategy Initiative. It was sort of a reverse buyback. All licence holders had an option to relinquish their licence, in effect, to retire their licence from the fishery to remove that licence from participating in the fishery in a sort of reverse auction. There were no bidders. Licence holders were asked to put a number down on an application for DFO as opposed to Fisheries and Oceans saying what the licence would be bought for.

So, all licence holders were provided with applications to relinquish a vessel-based licence.

Senator Cuzner: It was DFO that was buying back the licence?

Mr. Frost: That is correct. You may be familiar with the Pacific Salmon Strategy Initiative. It's a five-year program that has just been renewed.

Senator Cuzner: But it would have been through a similar program that you would have bought them directly from a licence holder?

Mr. Frost: Yes, that is correct, at times.

Senator Cuzner: So you're saying one of the biggest problems is the reduced number of points of entry, but still you continue to say that there are too many licences out there now. Is that contradictory?

M. Frost : La plupart des permis de Canfisco sont détenus par Canfisco ou par les entreprises Jim Pattison. Certains sont détenus par des sociétés à numéro.

Comme vous le savez, Canfisco a été créé dans un contexte de vendeur consentant à acheteur consentant en Colombie-Britannique. Certains permis ont été achetés d'autres entreprises qui ont probablement été rachetées avec leurs permis.

La sénatrice Busson : Merci.

Le sénateur Cuzner : Vous venez d'évoquer le principe du « vendeur consentant, acheteur consentant ». Depuis l'arrêt *Marshall*, sur la côte Est, ce mécanisme a servi de base à la conclusion d'ententes avec les communautés des Premières Nations dans bon nombre de ces ports. Mais vous avez mentionné que la rationalisation a eu lieu dans le passé. Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

Il semble que, s'il y a eu une quelconque rationalisation, elle ait été accordée au plus offrant. Les permis ont finalement été attribués au plus offrant. Vous secouez la tête, alors pourriez-vous nous expliquer comment s'est déroulée cette rationalisation et si, en réalité, les pêcheurs indépendants ont eu la possibilité d'y avoir accès?

M. Frost : Ce qui me vient à l'esprit, sénateur, c'est la récente Initiative de la Stratégie relative au saumon du Pacifique. C'était une sorte de rachat inversé. Tous les titulaires de permis avaient la possibilité de renoncer à leur permis, c'est-à-dire de le retirer de la pêche afin qu'il ne soit plus applicable, dans le cadre d'une sorte d'enchère inversée. Il n'y avait aucun soumissionnaire. Les titulaires de permis ont été invités à indiquer un montant sur un formulaire de demande au ministère des Pêches et des Océans, ou MPO, au lieu que ce soit le ministère qui fixe le prix d'achat du permis.

Ainsi, tous les titulaires de permis ont reçu des formulaires pour renoncer à leur permis rattaché à un navire.

Le sénateur Cuzner : C'est le ministère qui rachetait les permis?

M. Frost : C'est exact. Vous êtes peut-être familier avec l'Initiative de la Stratégie relative au saumon du Pacifique. Il s'agit d'un programme de cinq ans qui vient d'être renouvelé.

Le sénateur Cuzner : Mais c'est dans le cadre d'un programme similaire que vous les auriez achetés directement auprès d'un titulaire de permis, n'est-ce pas?

M. Frost : Oui, en effet, parfois.

Le sénateur Cuzner : Vous dites donc que l'un des principaux problèmes réside dans la baisse du nombre de points d'accès, mais vous continuez néanmoins à affirmer qu'il y a trop de permis actuellement. N'est-ce pas contradictoire?

Mr. Frost: No, sir, I don't think so. I'll give you a couple of examples. Right now, there are probably around 1,200 roe herring gillnet licences in B.C. There are certainly not 1,200 roe herring gillnet harvesters in B.C. Even if there were, in 2026, there would have been about four tonnes of herring attached to that licence. Companies probably pay in the range of between \$400 and \$800 a tonne. It is not an economic opportunity. You have too many licences and are too few fish harvesters.

In that fishery, for instance, companies like the one that I work for acquire licences, gather licences, pay licence holders a lease for that quota and provide them free of charge to fish harvesters.

Another example of too many licences and too few fish harvesters and too few fish really is our salmon fishery. When you look at the number of seine licences that are in B.C. — which have been drastically reduced through the Salmon Strategy Initiative Program by DFO in the past five years — there are still too many chasing too few. That is an access and resource management problem.

I don't know whether you follow B.C., but we had almost 9 million sockeye returned to the Fraser in 2025. In Area B, seine licences were granted 800 sockeye to catch. It's not an economic opportunity.

Senator Cuzner: If you could sort of share with the committee, on the various species that you do pursue, what percentage of the total quota would Canfisco hold?

Mr. Frost: If you look at our northern fishery last year for salmon, for instance, there were probably, at the peak, 20 seine vessels fishing, which would equate to about 100 crew members. Canfisco would have had about six of those.

We have a plant in Prince Rupert. We want to feed it fish. We have people who work in our plants. We want to employ them. Without landings, of course, we can't do that.

In the south, you would probably double that. Perhaps I'm not answering your question. If I think about all the salmon licences in British Columbia — and I'm not sure what the total number is — but I think Canfisco or the Pattison Group would have about 20% of those licences.

Senator Cuzner: I have one more quick question. I know it's different; they fish year-round as opposed to the East Coast, where it's more seasonal. Regarding plant workers and even

M. Frost : Non, monsieur, je ne pense pas. Je vais vous donner quelques exemples. À l'heure actuelle, il y a probablement environ 1 200 permis de pêche au hareng rogué au filet maillant en Colombie-Britannique. Il n'y a certainement pas 1 200 pêcheurs de hareng rogué au filet maillant en Colombie-Britannique. Même s'il y en avait, en 2026, il y aurait eu environ quatre tonnes de harengs associées à ce permis. Les entreprises paient probablement entre 400 et 800 \$ la tonne. Cela ne présente aucun intérêt économique. Il y a trop de permis et trop peu de pêcheurs.

Dans cette pêcherie, par exemple, des entreprises comme celle pour laquelle je travaille acquièrent des permis, les regroupent, versent aux titulaires de permis une redevance pour ce quota et les mettent gratuitement à la disposition des pêcheurs.

Notre pêche au saumon est un autre exemple de surabondance de permis, de pénurie de pêcheurs et de stocks insuffisants. Lorsque l'on examine le nombre de permis de pêche à la senne en Colombie-Britannique — qui ont été considérablement réduits grâce à l'Initiative de la Stratégie relative au saumon du Pacifique du MPO au cours des cinq dernières années —, il y a encore trop de pêcheurs pour trop peu de poissons. C'est un problème d'accès et de gestion des ressources.

Je ne sais pas si vous suivez l'actualité de la Colombie-Britannique, mais en 2025, près de 9 millions de saumons rouges sont remontés dans le fleuve Fraser. Dans la zone B, les permis de pêche à la senne autorisaient la capture de 800 saumons rouges. Cela ne présente aucun intérêt économique.

Le sénateur Cuzner : Si vous pouviez en quelque sorte partager avec le comité, parmi les différentes espèces que vous exploitez, quel pourcentage du quota total Canfisco détiendrait-elle?

M. Frost : Si l'on prend l'exemple de notre pêche au saumon dans le Nord l'année dernière, il y avait probablement, au plus fort de la saison, 20 senneurs en activité, ce qui correspondrait à environ 100 membres d'équipage. Canfisco en aurait eu environ six.

Nous avons une usine à Prince Rupert. Nous voulons l'approvisionner en poisson. Nous avons des personnes qui travaillent dans nos usines. Nous voulons les employer. Sans débarquements, bien sûr, nous ne pouvons pas le faire.

Dans le Sud, ce chiffre serait probablement le double. Peut-être que je ne réponds pas à votre question, mais si je pense à tous les permis de pêche au saumon en Colombie-Britannique — et je ne suis pas certain du nombre total —, je crois que Canfisco ou le Groupe Pattison en détiennent environ 20 %.

Le sénateur Cuzner : J'ai une autre question rapide. Je sais que c'est différent; ici, on pêche toute l'année, contrairement à la côte Est, où l'activité est plus saisonnière. En ce qui concerne les

crew, do you use a fair number of temporary foreign workers or are they mainly full-time workers on the shop floor?

Mr. Frost: In our processing plant, we have foreign workers that we have been able to bring over through government programs and have work in our plants.

It's not what I think, but I guess the fishing industry is not all that sexy these days for young folks. I think it's a great place to be. We have full-time employees at our processing plants in Delta. We keep full-time staff in Richmond, Port Hardy and Prince Rupert, but on the shop floor, our fish cutters and our unloaders are variable.

Our seasons in the north have gone from four to five months long to about five weeks long. We are down to dribs and drabs here. The salmon fishery in particular is in real trouble in British Columbia. There are a number of reasons for that, but one of them is the way that Fisheries and Oceans Canada is managing fish stocks in B.C., especially when one reviews what happened in 2025 on the Fraser River.

Senator Cuzner: Thanks very much.

Mr. Frost: Thank you.

Senator Ravalia: Thank you, Mr. Frost. Could you outline for me the concerns you might have with respect to foreign ownership in the West Coast fishery, including the establishment of complex corporate structures?

Mr. Frost: Are you asking for a personal view on it or how it affects our industry in B.C.? Can you clarify the question?

Senator Ravalia: Just in terms of your own personal economic impacts and the impacts on the general viability of the fishery as a whole.

Mr. Frost: I don't see it as a significant issue in British Columbia. Some companies — perhaps processors — may have foreign ownership. Canfisco Group is not one of those companies, but I believe that those companies still provide fair access to their fish harvesters and try to do the same sort of support, such as financing and offering of opportunities.

Essentially, perhaps, other companies who have foreign ownership still provide access points and support for commercial fish harvesters to provide benefit to them.

travailleurs d'usine et même les équipages, faites-vous appel à beaucoup de travailleurs étrangers temporaires ou s'agit-il principalement de salariés à temps plein sur place?

M. Frost : Dans notre usine de transformation, nous faisons appel, pour nos installations, à des travailleurs étrangers que nous avons pu faire venir grâce à des programmes gouvernementaux.

Ce n'est pas mon avis, mais j'imagine que le secteur de la pêche n'est plus très attrayant pour les jeunes de nos jours. Je pense que c'est un endroit formidable où travailler. Nous avons des employés à temps plein dans nos usines de transformation à Delta. Nous employons du personnel à temps plein à Richmond, Port Hardy et Prince Rupert, mais dans la chaîne de production, nos effectifs de coupeurs de poisson et de déchargeurs sont variables.

Nos périodes d'activité dans le Nord sont passées de quatre à cinq mois à une durée d'environ cinq semaines. Nous en sommes réduits à des miettes aujourd'hui. La pêche au saumon est particulièrement en difficulté en Colombie-Britannique. Il y a plusieurs raisons à cela, mais l'une d'elles est la manière dont le ministère gère les stocks de poissons en Colombie-Britannique, en particulier lorsqu'on examine ce qui s'est passé en 2025 sur le fleuve Fraser.

Le sénateur Cuzner : Merci beaucoup.

M. Frost : Merci.

Le sénateur Ravalia : Merci, monsieur Frost. Pourriez-vous m'exposer vos préoccupations concernant la propriété étrangère dans la pêche de la côte Ouest, notamment en ce qui concerne l'établissement de structures d'entreprise complexes?

M. Frost : Souhaitez-vous obtenir mon opinion à ce sujet, ou préférez-vous savoir comment cela affecte l'industrie en Colombie-Britannique? Pourriez-vous clarifier la question?

Le sénateur Ravalia : Je parle uniquement de l'impact économique sur vous et l'impact sur la viabilité générale de la pêche dans son ensemble.

M. Frost : Je ne considère pas cela comme un problème majeur en Colombie-Britannique. Certaines entreprises — peut-être des transformateurs — peuvent être détenues par des intérêts étrangers. Canfisco Group n'en fait pas partie, mais je crois que ces entreprises offrent tout de même un accès équitable à leurs pêcheurs et tentent d'apporter le même type de soutien, notamment en matière de financement et de possibilités.

En substance, peut-être que d'autres entreprises à capitaux étrangers offrent tout de même des points d'accès et un soutien aux pêcheurs commerciaux afin de leur apporter des avantages.

Senator Ravalia: Just to switch gears a little bit, what has the impact of aquaculture been on the industry as a whole in British Columbia?

Mr. Frost: That's a tough question to answer. Aquaculture is big business in B.C., especially salmon aquaculture. There is, of course, shellfish aquaculture as well. There are polarizing views on salmon farms in particular in B.C., and, as you're probably aware, there is a lot going on with that file.

I'm not in a position to make a judgment on how aquaculture has affected the commercial fishery, if that's what you're asking.

Senator Ravalia: I was just wondering if the increased biomass of product as a result of aquaculture has enhanced employment opportunities for people along the coast.

Mr. Frost: Yes, I think it has. The thing with salmon aquaculture in particular is that it's consistent, and it's available all year long. Perhaps what makes wild salmon so special — I'm a big proponent of seafood. I think it's very important to Canadians. As a resource, it is something that should be well managed and transparent. Canadians should be aware of what is happening in fisheries.

Wild seafood is, really, the last of the wild food that we have. Therefore, I think it is very important and very special and should be defended by Canadians.

That's not to say that aquaculture is a bad thing. It's just not somewhere I would want to work and spend my career, but it has generated a lot of economic upside for some communities in British Columbia. There are those who are very interested in protecting that economic upside that it brings to some communities in B.C.

Senator Ravalia: Thank you very much.

Senator Surette: Thank you for being with us tonight. As a little bit of background, the discussion regarding the Pacific fisheries came about at this committee while we were looking at the owner-operator and fleet separation policies on the East Coast, and then we thought it would be a great idea to see what is happening on the Pacific Coast. That's why we're having the discussion.

My question is going to go toward the owner-operator and fleet separation. We have heard from some witnesses from the Pacific Coast and at the Canadian level that they would like to

Le sénateur Ravalia : Pour changer un peu de sujet, quel a été l'impact de l'aquaculture sur l'ensemble de l'industrie en Colombie-Britannique?

M. Frost : Il est difficile de répondre à cette question. L'aquaculture est une activité économique majeure en Colombie-Britannique, en particulier pour le saumon. Il y a bien sûr aussi l'élevage des mollusques et crustacés. Les opinions sont très partagées sur les élevages de saumon, plus particulièrement en Colombie-Britannique et, comme vous le savez sans doute, ce dossier fait l'objet de nombreuses discussions.

Je ne suis pas en mesure de me prononcer sur l'impact de l'aquaculture sur la pêche commerciale, si c'est bien votre question.

Le sénateur Ravalia : Je me demandais simplement si l'augmentation de la biomasse due à l'aquaculture avait amélioré les perspectives d'emploi pour les populations côtières.

M. Frost : Oui, je pense que c'est le cas. Ce qui caractérise l'élevage du saumon en particulier, c'est sa régularité et sa disponibilité tout au long de l'année. Et c'est ce qui rend peut-être le saumon sauvage si spécial — je suis un grand défenseur de la consommation des produits de la mer. Je pense que c'est très important pour les Canadiens. C'est une ressource qui doit être bien gérée et en toute transparence. Les Canadiens devraient être conscients de ce qui se passe dans l'industrie de la pêche.

Les produits de la mer sauvages sont, en réalité, l'ultime ressource alimentaire sauvage à notre disposition. C'est pourquoi je pense qu'ils sont très importants et très spéciaux, et qu'ils devraient être défendus par les Canadiens.

Cela ne veut pas dire que l'aquaculture est une mauvaise chose. Ce n'est tout simplement pas un endroit où je souhaiterais travailler et faire carrière. Cela dit, elle a généré de nombreux avantages économiques pour certaines communautés de la Colombie-Britannique. Il y a des gens qui tiennent beaucoup à protéger les avantages économiques que cela génère pour certaines communautés de la Colombie-Britannique.

Le sénateur Ravalia : Merci beaucoup.

Le sénateur Surette : Merci d'être parmi nous ce soir. Pour vous donner un peu de contexte, la discussion concernant les pêches du Pacifique a été lancée au sein de ce comité alors que nous examinons la politique de propriétaire-exploitant et de séparation des flottilles sur la côte Est. Nous avons alors pensé qu'il serait judicieux de voir ce qui se passe sur la côte Pacifique. C'est la raison pour laquelle nous tenons cette discussion.

Ma question portera sur la politique du propriétaire-exploitant et la séparation des flottilles. Nous avons entendu certains témoins de la côte du Pacifique et d'ailleurs au Canada dire

see a made-in-B.C. approach to something similar to owner-operator and fleet separation.

We also know from Fisheries and Oceans Canada, or DFO, from a news release earlier this year, that there is a West Coast Commercial Fisheries Modernization initiative that talks about strengthening harvester control over fishing activities, enabling harvesters to retain a greater share of the benefits from their efforts and modernizing the licensing regime to better support business planning and adaptation to changing conditions.

My first question is this: Were you or your company aware of and consulted regarding the modernization plan?

Mr. Frost: Yes, I have been involved in some West Coast modernization meetings, along with DFO and other stakeholders, and we have explored different themes.

Ownership has not really been explored in the meetings that I have been invited to. It's more about sharing arrangements. Modernization of our reporting structures, compliance and monitoring have been the main themes that we have explored.

Senator Surette: — owner-operator and fleet separation as we know it on the East Coast?

Mr. Frost: You were cut off there just at the beginning. Could you repeat that, sir?

Senator Surette: The discussions you were involved in had nothing to do with owner-operator and fleet separation as we know it on the East Coast?

Mr. Frost: I have been involved in some discussion. This has been an ongoing discussion on the West Coast, so I have had a lot of discussion with other stakeholders. But there has been no engagement, basically, on owner-operator modelling or structure in B.C. that I have been invited to.

Senator Surette: Just so I understand a little better, you talked about your salmon quota. You didn't talk about your herring. From some of what I have seen, the Jim Pattison Group owns approximately 80% of the herring quota, from what I understand, on the Pacific Coast. Is that your group that owns that quota?

Mr. Frost: No, sir. It's funny; I do read things like that in the newspaper about how much Canfisco owns. It's not true.

qu'ils souhaiteraient voir une approche propre à la Colombie-Britannique, qui soit semblable aux politiques du propriétaire-exploitant et de la séparation des flottilles.

Nous savons également, d'après un communiqué de presse du ministère publié plus tôt cette année, qu'il existe une initiative de modernisation des pêches commerciales de la côte Ouest qui vise à renforcer le contrôle des pêcheurs sur les activités de pêche, à permettre aux pêcheurs de conserver une plus grande part des avantages de leurs efforts et à moderniser le régime de délivrance des permis afin de mieux soutenir les objectifs opérationnels et l'adaptabilité aux conditions changeantes.

Ma première question est la suivante : votre entreprise ou vous-même étiez-vous au courant du plan de modernisation et avez-vous participé au processus de consultation à ce sujet?

M. Frost : Oui, j'ai participé à certaines réunions sur la modernisation de la côte Ouest, en collaboration avec le ministère et d'autres intervenants, et nous avons étudié plusieurs thèmes.

La propriété n'a pas vraiment été abordée lors des réunions auxquelles j'ai été invité. Il a surtout été question de modalités de partage. La modernisation de nos structures d'établissement des rapports, la conformité et la surveillance ont été les principaux thèmes que nous avons abordés.

Le sénateur Surette : ... les politiques du propriétaire-exploitant et de séparation des flottilles telles que nous les connaissons sur la côte Est?

M. Frost : La communication a été coupée au début. Pourriez-vous répéter votre question, monsieur?

Le sénateur Surette : Les discussions auxquelles vous avez participé n'avaient rien à voir avec les politiques du propriétaire-exploitant et de séparation des flottilles telles que nous les connaissons sur la côte Est?

M. Frost : J'ai pris part à certaines discussions. Il s'agit d'un débat qui se poursuit depuis un certain temps sur la côte Ouest, et j'ai donc eu de nombreuses discussions avec d'autres intervenants. Mais je n'ai été invité à aucune consultation, pour l'essentiel, concernant la modélisation ou la structure des propriétaires-exploitants en Colombie-Britannique.

Le sénateur Surette : Pour mieux comprendre, vous avez parlé de votre quota de saumon. Vous n'avez pas parlé de votre quota de hareng. D'après ce que j'ai pu constater, le Jim Pattison Group détient environ 80 % du quota de hareng, selon ce que je comprends, sur la côte Pacifique. Est-ce votre groupe qui détient ce quota?

M. Frost : Non, monsieur. C'est drôle; je lis effectivement ce genre de choses dans les journaux, sur ce que Canfisco posséderait. Ce n'est pas vrai.

Senator Surette: For your company, on the herring, you mentioned there was a number — 1,000 or whatever the real number is — of gillnetters. Does your company have herring seiners as well?

Mr. Frost: Yes, absolutely, sir. We just had a successful season in the south here.

I could talk a lot about herring. We used to fish in five different areas, from Haida Gwaii to Prince Rupert District, Kitkatla, Big Bay, Central Coast, the west coast of Vancouver Island and the Strait of Georgia.

Herring in B.C. is doing very well, and we have made a lot of headway with the Herring Industry Advisory Board on the herring file and trying to get access to fish where there are fish and where a sustainable harvest could happen.

We have had a really consistent harvest in the Strait of Georgia over many decades, and the biomass in the north is really at peak levels. It's never been higher.

Yes, we have seines that harvest roe herring and herring for food as well —

Senator Surette: Sorry, I didn't want to cut you off necessarily, but I was trying to get to the fact that you have your own boats. I don't know how many herring seiners you have. You fish your own quota. You process your own herring. Then there are a number of independent licence holders, whatever the number is, the gillnetters who don't have any quota. They have to find quota somewhere to fish. Do they sell to you as well?

Mr. Frost: I'll tell you how it works for seines. I fished seven seines this season. There were probably about 18 seines that fished for our industry this season. Some of those licences are owned by the company that I work for. Some of them are owned by the fish harvesters who delivered fish to Canfisco.

Our fleet is made up of one wholly owned Canfisco vessel. The other six are partners, joint fisher partners who own a share, perhaps, on the licence, and private vessel owners who own the vessels and own the licences as well. They bring that one licence to us, which in 2026 was worth about 28 tons of herring. That 28 tons will not get you a crew share.

Le sénateur Surette : Concernant les activités de votre entreprise liées au hareng, vous avez indiqué qu'il y avait un certain nombre de pêcheurs aux filets maillants — environ 1 000, ou peu importe le chiffre exact. Votre entreprise possède-t-elle également des senneurs à hareng?

M. Frost : Oui, absolument, monsieur. Nous venons de connaître une saison fructueuse ici, dans le Sud.

Je pourrais parler longuement du hareng. Nous avons l'habitude de pêcher dans cinq régions différentes, de Haida Gwaii au district de Prince Rupert, Kitkatla, Big Bay, la côte centrale, la côte Ouest de l'île de Vancouver et le détroit de Géorgie.

Le hareng se porte très bien en Colombie-Britannique, et nous avons réalisé de grands progrès avec le Conseil consultatif de l'industrie du hareng sur le dossier du hareng, en essayant d'obtenir l'accès aux zones où le poisson est présent et où une pêche durable serait possible.

Nous avons eu une pêche très régulière dans le détroit de Géorgie depuis plusieurs décennies, et la biomasse dans le Nord a atteint véritablement des niveaux records. Elle n'a jamais été aussi élevée.

Oui, nous avons des senneurs qui pêchent le hareng pour ses œufs ainsi que pour la consommation...

Le sénateur Surette : Excusez-moi, je ne voulais pas nécessairement vous interrompre, mais j'essayais de revenir sur le fait que vous possédez vos propres bateaux. Je ne sais pas combien de senneurs à hareng vous possédez. Vous pêchez votre propre quota. Vous transformez votre propre hareng. Ensuite, il y a un certain nombre de titulaires de permis indépendants — peu importe le chiffre exact —, à savoir les pêcheurs aux filets maillants qui ne disposent d'aucun quota. Ils doivent trouver un quota quelque part pour pêcher. Vous vendent-ils également leur prise?

M. Frost : Je vais vous expliquer comment cela fonctionne pour les senneurs. J'en ai exploité sept cette saison. Il y avait probablement environ 18 senneurs qui ont pêché pour notre industrie cette saison. Certains de ces permis appartiennent à l'entreprise pour laquelle je travaille. D'autres appartiennent aux pêcheurs qui ont livré du poisson à Canfisco.

Notre flotte se compose d'un navire entièrement détenu par Canfisco. Les six autres sont des partenaires, des pêcheurs en coentreprise détenant une part du permis, et des propriétaires de navires privés qui possèdent à la fois les navires et les permis. Ils nous apportent ce permis, qui en 2026 représentait environ 28 tonnes de hareng. Ces 28 tonnes ne vous donneront pas droit à une part d'équipage.

There are over 1,200 gillnet licences in our system. I believe just about 1,100 of them were fished in the Strait of Georgia this year.

I fished 7 herring gillnet pools of which there were probably, I'd say, 18 little punts that would deliver to the motherships. Those are all independent fish harvesters. Most of them open their own licences. Some of them brought as many as 12 or 14 licences to us, and we paid them a lease for those.

We have to supplement their catch, or their quota to catch, with licences that we own or that we have sought out and leased from private licence holders. We provide that quota to our fish harvesters free of charge. We pay the lease on that. We also pay them a lease for their licences.

Senator Surette: As a final clarification question, when you are talking about a licence, are you talking about quota at the same time? Is the quota attached to the licence?

Mr. Frost: Correct.

Senator Surette: Thank you.

Senator Dhillon: Thank you, Mr. Frost, for being here today. I appreciate all the information.

This committee has heard troubling testimony suggesting that illicit financing, including potential money laundering, may be influencing licence quota prices in the Pacific fisheries. Concerns have been raised about opaque ownership structures. We talked about the registry here just now — some intimidation within the sector, a possibility that anonymous or foreign investors may be using the licence market to launder money or distort prices. This concern was raised in the Cullen Commission as well. They certainly raise serious concerns about the transparency and integrity of the fishery.

Could you comment with your thoughts around that and whether illicit financing could be affecting quota values and market dynamics in the Pacific fisheries? I will ask a bunch of questions, and you could comment on them, if you don't mind.

Are the current ownership disclosure and transparency requirements sufficient to protect the integrity of the system? If not, what additional safeguards do you believe could be put in place? I'll stop there. I may have a follow-up for you.

Il y a plus de 1 200 permis de pêche aux filets maillants dans notre système. Je crois qu'environ 1 100 d'entre eux ont été exploités dans le détroit de Géorgie cette année.

J'ai pêché dans sept zones de pêche du hareng aux filets maillants, où il y avait probablement, je dirais, 18 petites barques qui approvisionnaient les navires mères. Ce sont tous des pêcheurs indépendants. La plupart d'entre eux détiennent leurs propres permis. Certains d'entre eux nous ont apporté jusqu'à 12 ou 14 permis, et nous leur avons payé un loyer.

Nous devons compléter leur prise, ou leur quota de prise, avec des permis que nous possédons ou que nous avons recherchés et loués auprès de titulaires de permis privés. Nous fournissons ce quota gratuitement à nos pêcheurs. Nous payons la redevance correspondante. Nous leur versons également une redevance pour leurs permis.

Le sénateur Surette : Pour clarifier les choses, lorsque vous parlez d'un permis, parlez-vous en même temps d'un quota? Le quota est-il rattaché au permis?

M. Frost : C'est exact.

Le sénateur Surette : Merci.

Le sénateur Dhillon : Merci de votre comparution ici aujourd'hui, monsieur Frost. Je vous remercie pour toutes ces informations.

Notre comité a entendu des témoignages inquiétants laissant entendre que des financements illicites, y compris d'éventuelles opérations de blanchiment d'argent, pourraient influencer les prix des quotas de pêche dans les pêcheries du Pacifique. Des préoccupations ont été soulevées concernant l'opacité des structures de propriété. Nous avons parlé tout à l'heure du registre — une certaine intimidation au sein du secteur, la possibilité que des investisseurs anonymes ou étrangers utilisent le marché des permis pour blanchir de l'argent ou fausser les prix. Cette préoccupation a également été soulevée par la Commission Cullen. Ces éléments soulèvent sans aucun doute de sérieuses inquiétudes quant à la transparence et à l'intégrité de la pêche.

Pourriez-vous nous faire part de vos réflexions à ce sujet et nous dire si le financement illicite pourrait affecter la valeur des quotas et la dynamique du marché dans les pêcheries du Pacifique? Je vais vous poser une série de questions, et vous pourriez y répondre, si cela ne vous dérange pas.

Les exigences actuelles en matière de divulgation de la propriété et de transparence sont-elles suffisantes pour protéger l'intégrité du système? Si ce n'est pas le cas, quelles mesures de protection supplémentaires pensez-vous qu'il serait possible de mettre en place? Je m'arrêterai là. J'aurai peut-être une question complémentaire à vous poser.

Mr. Frost: It's a lot to unpack. I'm unaware of any — I guess I'll call it "funny business" within our licensing structure or quotas or intimidation or anything like that with regard to the commercial fishery. The company that I work for and the fish harvesters I work for have relationships that are based on trust. That is a given for me.

With all due respect, sir, I will likely refuse to work with someone I do not trust. I don't want to work with harvesters I feel are out of compliance or have shady business. That's really all I can say about that topic.

Senator Dhillon: Thank you, Mr. Frost. I appreciate that. Given your experience and the length of time you've spent in the industry, what would you suggest could strengthen the current system? As you say, you don't know of any, but where would you say are the weak points? What do you suggest could be tools or systems or frameworks that could augment what is in place now to avoid any future perpetration of money laundering or organized crime, so that the kind of safety that we're enjoying now, as you share it, remains?

Mr. Frost: I don't really have any comments here for you. I'm unaware of any money laundering or any sort of intimidation or any of the issues you're bringing up. I can talk about a lot of things that could support our fishery here, but those issues that you're presenting, I feel, are not part of any issues that I am currently addressing.

Senator Ince: Thank you, Mr. Frost. Thank you for sharing information on the industry with us.

In 2019, the House of Commons issued a report entitled *West Coast Fisheries: Sharing Risks and Benefits*. It unanimously called for a shift away from the current commercial licence to owner-operator, similar to on the East Coast. Can you explain the benefits you see of maintaining the status quo?

Mr. Frost: Yes. I think that ownership structures are important. As I mentioned, I empathize with the challenges that fish harvesters are facing. In a best-case scenario, the best relationships that I have in the business I work for are partnerships, where we have an owner-operator. Perhaps that person owns the licence, or perhaps we share it. Those are really strong relationships. When people have ownership, they care more. Those are the best-looking boats that we have. They have the greatest housekeeping. They might be the most professional fish harvesters we have, with consistent crews with good earnings.

M. Frost : Il y a beaucoup à dire là-dessus. Je n'ai pas connaissance de quoi que ce soit — j'appellerais ça des « manigances » — au sein de notre système d'octroi de permis ou de quotas, ni d'actes d'intimidation ou quoi que ce soit de ce genre en ce qui concerne la pêche commerciale. L'entreprise pour laquelle je travaille et les pêcheurs avec lesquels je collabore entretiennent des relations fondées sur la confiance. C'est une évidence pour moi.

Avec tout le respect que je vous dois, monsieur, je refuserai fort probablement de travailler avec quelqu'un en qui je n'ai pas confiance. Je ne souhaite pas travailler avec des pêcheurs qui, selon moi, ne respectent pas les règles ou ont des pratiques douteuses. C'est vraiment tout ce que je peux dire à ce sujet.

Le sénateur Dhillon : Merci, monsieur Frost. Je vous en suis reconnaissant. Compte tenu de votre expérience et de la longue carrière que vous avez menée dans ce secteur, que suggèreriez-vous pour renforcer le système actuel? Comme vous le dites, vous n'en voyez pas, mais où situeriez-vous les points faibles? Selon vous, quels outils, systèmes ou cadres pourraient renforcer les mécanismes actuels afin de prévenir toute infiltration future par des blanchisseurs d'argent ou le crime organisé, et ainsi garantir que le niveau de sécurité dont nous jouissons actuellement, comme vous le dites, est préservé?

M. Frost : Je n'ai pas vraiment de commentaires à vous faire à ce sujet. Je n'ai pas connaissance de cas de blanchiment d'argent, d'intimidation ou de tout autre problème que vous évoquez. Je pourrais vous parler de nombreux aspects susceptibles de soutenir notre secteur de la pêche, mais les questions que vous soulevez ne font, à mon sens, pas partie des enjeux dont je m'occupe actuellement.

Le sénateur Ince : Merci, monsieur Frost. Merci de nous fournir des informations sur le secteur.

En 2019, la Chambre des communes a publié un rapport intitulé *Les pêches sur la côte Ouest : partager les risques et les retombées*. Ce rapport appelait unanimement à abandonner le système actuel de permis de pêche commercial au profit d'un système de propriétaires-exploitants, similaire à celui de la côte Est. Pouvez-vous nous expliquer les avantages que vous voyez à maintenir le statu quo?

M. Frost : Oui. Je pense que les structures de propriété sont importantes. Comme je l'ai mentionné, je comprends les défis auxquels sont confrontés les pêcheurs. Dans le meilleur des cas, les meilleures relations que j'ai au sein de l'entreprise pour laquelle je travaille sont des partenariats, où nous avons un propriétaire-exploitant. Il se peut que cette personne détienne le permis, ou que nous le partagions. Ce sont des relations vraiment solides. Lorsque les gens sont propriétaires, ils s'investissent davantage. Ce sont les plus beaux bateaux de notre flotte. Ils sont les mieux entretenus. Ce sont probablement les pêcheurs les plus professionnels que nous ayons, avec des équipages stables et de bons revenus.

I really believe in fairness and equity for companies and for fish harvesters. We're in this together. We need to work together to create equity and fair arrangements for fish harvesters.

I have fought diligently, I feel, for what I feel is right and for fair arrangements. That's what I'm looking for in the arrangements that I make and in the management decisions that I make for the company that I work for.

Senator Ince: Thank you for that. I'm going to shift a little bit and ask you a question here: What proportion of Canfisco Group's fishery products are exported out of North America? What would the value of those exports be?

Mr. Frost: Sorry, I'm on the fishing side of our business. My job is to catch fish, to work with commercial fish harvesters, to support them for vessel issues and the landing of fish. I would not be able to tell you the amount of our fish sales that go out of the country. There are some, yes, sir.

Senator Ince: Thank you.

Senator Surette: I will go a little further with my original questions on owner-operator. I am trying to understand a little bit more on the herring.

In your opening remarks, you said there were too many fishers — if I understood properly — too many fishers and too many boats for the amount of fish. There has to be some rationalization. If you take the herring — in this case here, I'm sure you're talking about the gillnetters in this case, that the 1,100 of them are too many for the amount of fish that's there and for the quota that they have.

Therefore, they can't make a living at it, because they don't have enough quota as independent owners. Am I correct?

Mr. Frost: Yes, partially. There are not 1,100 gillnetters anymore. There are 1,100 licences. These are party-based licences, as we call them, owned by individuals or companies. If I thought about how many work in our fishery, I would probably be guessing, but I would think that there are a few hundred fish harvesters.

Senator Surette: The reason for that is because there's not enough quota to go around, so they eventually drop out because they can't make a go at it?

Je crois sincèrement à l'équité et à la justice, tant pour les entreprises que pour les pêcheurs. Nous sommes tous dans le même bateau. Nous devons travailler ensemble pour créer l'équité et des ententes justes pour les pêcheurs.

Je me suis battu sans relâche, je pense, pour ce que je considère juste et pour des ententes équitables. C'est ce que je recherche dans les ententes que je conclus et dans les décisions de gestion que je prends pour l'entreprise pour laquelle je travaille.

Le sénateur Ince : Je vous en remercie. Je vais changer un peu de sujet et vous poser une question : quelle proportion des produits de la pêche du Canfisco Group est exportée hors d'Amérique du Nord? Quelle serait la valeur de ces exportations?

M. Frost : Veuillez m'excuser, mais je travaille du côté de la pêche dans notre entreprise. Mon travail consiste à pêcher, à collaborer avec les pêcheurs commerciaux, à les aider pour les questions relatives aux navires et au débarquement du poisson. Je ne serais pas en mesure de vous dire quelle part de nos ventes de poisson est exportée. Mais certains produits sont exportés, oui.

Le sénateur Ince : Je vous remercie.

Le sénateur Surette : Je vais approfondir un peu mes questions initiales sur les propriétaires-exploitants. J'essaie de mieux comprendre la situation concernant le hareng.

Dans vos déclarations préliminaires, vous avez dit qu'il y avait trop de pêcheurs — si j'ai bien compris —, trop de pêcheurs et trop de bateaux pour la quantité de poissons. Il doit y avoir une certaine rationalisation. Si vous prenez le hareng — dans ce cas précis, je suis sûr que vous parlez des pêcheurs aux filets maillants —, on en compte 1 100, ce qui est un trop grand nombre par rapport à la quantité de poissons présente et aux quotas dont ils disposent.

Par conséquent, ils ne peuvent pas en vivre, car ils n'ont pas assez de quotas en tant que propriétaires indépendants. Est-ce exact?

M. Frost : Oui, partiellement. Il n'y a plus 1 100 pêcheurs aux filets maillants. Il y a 1 100 permis. Il s'agit de permis communautaires, comme nous les appelons, détenus par des particuliers ou des entreprises. Si je devais estimer le nombre de personnes qui travaillent dans notre secteur de la pêche, ce ne serait qu'une supposition, mais je dirais qu'il y a quelques centaines de pêcheurs.

Le sénateur Surette : La raison en est qu'il n'y a pas assez de quotas pour tout le monde, et qu'ils finissent donc par abandonner parce qu'ils n'arrivent pas à s'en sortir, n'est-ce pas?

Mr. Frost: The herring fishery used to be very prosperous and used to be multi-areas, as I mentioned, five areas as opposed to down to one or two these days. So we used to have much more opportunity in the fishery, a much longer season and much more quota to catch.

Our herring fishery has been devastated, and the infrastructure that goes along with it cannot be maintained. It is too expensive, basically, to catch herring in some areas and transit it to areas where it could be offloaded and processed. The margins are too skinny.

There used to be 500 seine boats in British Columbia, successfully fishing from about May to November. We're down to maybe 50 boats — in a season that might begin in July and be all over by September 15 for concerns over steelhead or perhaps Southern Resident killer whales, or SRKWs.

Senator Surette: Some of the witnesses also talked about independent owners having to purchase quota to make a go at it, and they pay up to 80%, some witnesses said, just to buy that quota, so their margins are not going to be very large. Is that to certain specific fisheries or is that across the board?

Mr. Frost: No, that's definitely to specific fisheries. I was talking to a fish harvester on the weekend, whom I've worked with over many years, and we were talking about the geoduck fishery that he participates in. I don't really know a whole lot about it, but his comment was — much as you have stated — that leases can be up to 80% of the gross revenue paid to a licence holder for quota. This is an unacceptable business practice, in my mind.

Senator Surette: My very last but blunt question is this: For the Canfisco Group, going back to owner-operator is just not realistic, is it?

Mr. Frost: Absolutely it is.

Senator Surette: It is.

Mr. Frost: We want to buy fish. I'd like to support fish harvesters that catch it. I like working with them. I like providing them with support.

If you didn't have people like me, perhaps, and my staff, I don't think you could ever go fishing. You'd just be doing paperwork. So fish harvesters need a lot of support to realize a true economic opportunity. On the Atlantic, I'm sure that's the same. Meeting compliance is not easy.

M. Frost : La pêche au hareng était autrefois très prospère et couvrait plusieurs zones, comme je l'ai mentionné, cinq zones contre une ou deux aujourd'hui. Nous avions donc beaucoup plus de possibilités dans ce secteur, une saison beaucoup plus longue et des quotas bien plus importants à pêcher.

Notre pêche au hareng a été dévastée, et l'infrastructure qui l'accompagne ne peut pas être entretenue. Il est essentiellement trop coûteux de pêcher le hareng dans certaines zones et de le transporter vers des zones où il pourrait être débarqué et transformé. Les marges sont trop faibles.

Il y avait autrefois 500 senneurs en Colombie-Britannique, qui pêchaient avec succès de mai à novembre environ. Nous n'en comptons plus qu'une cinquantaine aujourd'hui — pour une saison qui peut débuter en juillet et s'achever dès le 15 septembre, en raison des préoccupations concernant le saumon arc-en-ciel ou peut-être les épaulards résidents du Sud.

Le sénateur Surette : Certains témoins ont également évoqué le fait que les propriétaires indépendants doivent acheter des quotas pour s'en sortir, et qu'ils paient jusqu'à 80 %, selon certains témoins, juste pour acheter ces quotas, de sorte que leurs marges ne seront pas très importantes. Est-ce que cela concerne certaines pêches particulières ou est-ce le cas de façon générale?

M. Frost : Non, cela concerne clairement des pêches particulières. Je discutais cette fin de semaine avec un pêcheur avec lequel je travaille depuis de nombreuses années, et nous parlions de la pêche de la panope à laquelle il participe. Je ne sais pas vraiment grand-chose à ce sujet, mais son commentaire était — tout comme vous l'avez indiqué — que les baux peuvent représenter jusqu'à 80 % des recettes brutes versées à un titulaire de permis pour le quota. C'est une pratique commerciale inacceptable, selon moi.

Le sénateur Surette : Ma toute dernière question, qui va droit au but, est la suivante : pour le Canfisco Group, revenir à un modèle de propriétaires-exploitants n'est tout simplement pas réaliste, n'est-ce pas?

M. Frost : Bien sûr que si.

Le sénateur Surette : C'est réaliste.

M. Frost : Nous voulons acheter du poisson. J'aimerais soutenir les pêcheurs qui le capturent. J'aime travailler avec eux. J'aime leur apporter mon soutien.

Si vous n'aviez pas des gens comme moi, peut-être, et mon personnel, je ne pense pas que vous pourriez aller pêcher. Vous ne feriez que de la paperasse. Les pêcheurs ont donc besoin de beaucoup de soutien pour exploiter de véritables possibilités économiques. Sur la côte atlantique, je suis sûr que c'est la même chose. Ce n'est pas facile de respecter les règles.

I want to work with fish harvesters. I want them to be able to support their families and have great careers. I want their sons and daughters to work in the fishery. I want them to want to work in the fishery and to know that there's something there for succession. We've lost too much of that. Canfisco wants to buy fish. How that fish comes to us is — just give us the access. Give the fish harvesters the access that they really need where access exists.

Senator Busson: I'm from B.C., but I'm not from the coast. I actually grew up in Nova Scotia, so I'm a bit of a neophyte about the commercial fishery on the West Coast, although I catch the odd salmon myself in Prince Rupert — my husband and I — but that's a whole other study.

What I wanted to ask just so I can get my head around how this works in British Columbia, I know the places, Vancouver, Richmond, Prince Rupert and Port Hardy, where you have your processing plants. What if you want to fish in Zeballos or Port McNeill or Ucluelet or Port Ed — Port Ed would be Prince Rupert — how do the fish harvesters that don't connect somehow to Canfisco operate? I'm just curious to figure this out because there are a lot of places outside the realm of what you described.

Mr. Frost: British Columbia is big and beautiful, with a lot of territory and hundreds of thousands of miles of coastline. Canfisco and other companies do the same thing. If we are fishing in the Prince Rupert region, say, anywhere from Gill Island in the central coast, that fish can go to Prince Rupert or it can go to Port Hardy. Fish harvesters will travel after they have completed a fishery to offload their catch. Fish in Haida Gwaii could be landed in Haida Gwaii or transited back to Port Hardy or to Prince Rupert. Fish caught in the central coast can go to Port McNeill or Port Hardy. Fish caught on the West Coast can go to Tofino or Ucluelet, more likely Ucluelet. Fish harvesters often travel great distances to deliver their catch in B.C.

I'm from Nova Scotia as well and have been in B.C. for 38 years. I have fishing family in Nova Scotia as well.

Senator Busson: Just to close the loop on my questioning around that, again we were talking about the owner-operator regime as it looks on the East Coast. As things move forward, what percentage — I'll see if I can frame this so it makes some sense to me and hopefully to you — of the quota or the total catch for salmon, herring, and also I understand halibut is a big part of your regime, and hake as well. What percentage of the

Je veux travailler avec des pêcheurs. Je veux qu'ils puissent subvenir aux besoins de leur famille et mener une belle carrière. Je veux que leurs fils et leurs filles travaillent dans le secteur de la pêche. Je veux qu'ils aient envie de travailler dans ce secteur et qu'ils sachent qu'il y a des possibilités d'assurer la relève. Nous en avons perdu trop. Canfisco veut acheter du poisson. La façon dont ce poisson nous parvient est... Donnez-nous simplement l'accès. Donnez aux pêcheurs l'accès dont ils ont vraiment besoin là où l'accès existe.

La sénatrice Busson : Je viens de la Colombie-Britannique, mais pas de la côte. En fait, j'ai grandi en Nouvelle-Écosse, donc je suis un peu novice en matière de pêche commerciale sur la côte Ouest, bien que je pêche moi-même quelques saumons de temps à autre à Prince Rupert — mon mari et moi —, mais c'est un tout autre sujet.

Je voulais poser une question pour bien comprendre comment cela fonctionne en Colombie-Britannique. Je connais les endroits où se trouvent vos usines de transformation : Vancouver, Richmond, Prince Rupert et Port Hardy. Mais que se passe-t-il si l'on veut pêcher à Zeballos, Port McNeill, Ucluelet ou Port Ed — Port Ed serait Prince Rupert? Comment opèrent les pêcheurs qui ne sont pas affiliés d'une manière ou d'une autre à Canfisco? Je suis simplement curieuse de comprendre cela parce qu'il y a beaucoup d'endroits en dehors du cadre de ce que vous avez décrit.

M. Frost : La Colombie-Britannique est grande et magnifique, avec un vaste territoire et des centaines de milliers de kilomètres de côtes. Canfisco et d'autres entreprises font la même chose. Si nous pêchons dans la région de Prince Rupert, disons n'importe où depuis l'île Gil sur la côte centrale, ce poisson peut être acheminé vers Prince Rupert ou vers Port Hardy. Les pêcheurs se déplaceront après avoir terminé leur sortie de pêche pour décharger leurs prises. Le poisson pêché à Haida Gwaii peut être débarqué sur place ou acheminé vers Port Hardy ou Prince Rupert. Le poisson pêché sur la côte centrale peut être acheminé à Port McNeill ou à Port Hardy. Le poisson pêché sur la côte ouest peut être acheminé vers Tofino ou Ucluelet, mais le plus souvent vers Ucluelet. Les pêcheurs parcourent souvent de longues distances pour livrer leurs prises en Colombie-Britannique.

Je suis moi-même originaire de Nouvelle-Écosse et je vis en Colombie-Britannique depuis 38 ans. J'ai aussi de la famille qui pêche en Nouvelle-Écosse.

La sénatrice Busson : Pour boucler la boucle concernant mes questions à ce sujet, nous parlions à nouveau du régime des propriétaires-exploitants tel qu'il se présente sur la côte Est. À mesure que les choses avancent, quel pourcentage — je vais essayer de formuler cela de manière à ce que cela ait un sens pour moi et, je l'espère, pour vous — du quota ou de la capture totale de saumon, de hareng, et je crois comprendre que le flétan

biomass on the coast in a year do you estimate that your company has either quota for or lease of in the run of a season?

Mr. Frost: Let me start with halibut. I believe that the total allowable catch in B.C. for halibut in 2026 is probably about 3.4 million pounds. Each vessel is actually only allowed to catch 1% of that as a vessel cap in this given year, so about 34,000 pounds would be the maximum any one vessel could catch. If I were to estimate how much of the halibut quota Canfisco owns, it would probably be less than 3%. To finish that off, halibut, yes, is part of our business, just not a big part of our business. It's very small.

Salmon, at one time, was a very big part of our business. We ran two salmon canneries in B.C. at one time, but those have been shuttered because of the lack of access to resources for different reasons. Our seasons are very short now. Salmon are by and large derby fisheries, so any one licence could go to an open area and catch as much retention species as it wanted, not subject to a quota. There are two quota fisheries in British Columbia: one is on the Fraser, for Fraser sockeye and pinks; the other is on the Skeena for Skeena sockeye. So the rest of the province is open to what we would refer to as a derby fishery, where any one licence holder could catch as much as they can catch, based upon different variables. There could be an allocation for industry and once that industry allocation was caught, then the fishery would close, for instance.

With herring, there is a quota attached to each licence, so each licence is worth whatever the given quota would be for any given season in that area.

If I look at what Canfisco has with respect to herring quotas, I think it would be around 30% of the herring seine quota, and maybe less than about 10% of the herring gillnet quota. That is the licences that Canfisco Group holds. We provide those licences to fish harvesters to fish. There is no lease attached to that, or there hasn't been a lease attached to that in my tenure.

Senator Busson: Just because I can't get the ends to meet on this, you're talking 2%, 10%, 30%, yet you're the biggest fishing company in British Columbia?

Mr. Frost: We could be. We certainly, at one time, had the biggest fleet in B.C. with the most boats.

occupe une place importante dans votre régime, ainsi que la merluche... Quel pourcentage de la biomasse côtière annuelle estimez-vous que votre entreprise détient, soit en quota, soit en bail au cours d'une saison?

M. Frost : Permettez-moi de commencer par le flétan. Je crois que le total autorisé de la capture de flétan en Colombie-Britannique en 2026 est probablement d'environ 3,4 millions de livres. Chaque navire est en fait autorisé à capturer seulement 1 % de ce total en tant que plafond par navire pour cette année donnée, donc environ 34 000 livres seraient le maximum qu'un seul navire pourrait capturer. Si je devais estimer la part du quota de flétan détenue par Canfisco, elle serait probablement inférieure à 3 %. En conclusion, sur ce point, le flétan fait certes partie de nos activités, mais il n'en représente pas une part importante. C'est une part très modeste.

Le saumon, à une certaine époque, représentait une part très importante de nos activités. Nous exploitions autrefois deux conserveries de saumon en Colombie-Britannique, mais celles-ci ont fermé leurs portes en raison d'un manque d'accès aux ressources pour diverses raisons. Nos saisons sont très courtes maintenant. La pêche au saumon se pratique principalement sous forme de pêche compétitive, de sorte que n'importe quel titulaire de permis peut se rendre dans une zone ouverte et capturer autant d'espèces pouvant être conservées qu'il le souhaite, sans être soumis à un quota. Il existe deux pêcheries à quotas en Colombie-Britannique : l'une sur le fleuve Fraser, pour le saumon sockeye et le saumon rose du Fraser; l'autre sur la rivière Skeena pour le saumon sockeye de la Skeena. Le reste de la province est donc ouvert à une pêche « compétitive », où tout titulaire de permis peut pêcher autant qu'il le souhaite, en fonction de différentes variables. Il pourrait y avoir un quota attribué à l'industrie et, une fois ce quota atteint, la pêche serait fermée, par exemple.

Pour le hareng, un quota est associé à chaque permis; chaque permis vaut donc le montant du quota attribué pour une saison donnée dans cette zone.

Si je regarde ce que Canfisco détient en matière de quotas de hareng, je pense que cela représente environ 30 % du quota de hareng à la senne, et peut-être moins de 10 % du quota de hareng au filet maillant. Ce sont les permis que détient le Canfisco Group. Nous fournissons ces permis aux pêcheurs pour qu'ils puissent pêcher. Il n'y a pas de bail associé à cela, ou du moins il n'y en a pas eu pendant mon mandat.

La sénatrice Busson : Simplement parce que je n'arrive pas à faire le rapprochement : vous parlez de 2 %, 10 %, 30 %, mais vous êtes la plus grande entreprise de pêche de Colombie-Britannique, n'est-ce pas?

M. Frost : C'est possible. Nous avons certainement, à une époque, la plus grande flotte de Colombie-Britannique, avec le plus grand nombre de bateaux.

Senator Busson: How does that happen? How do you catch 2% of the quota and yet you're the biggest fishery in British Columbia?

Mr. Frost: There are probably 22 fisheries in B.C. We participate in less than 25% of that.

You mentioned hake. We haven't had any West Coast hake landings in many years. We participate in groundfish, which is multi-species. I have four vessels that fish what I call a block of halibut, which also has some bycatch, and we fish herring and salmon in B.C.

Senator Busson: You don't do shrimp or crab or anything like that?

Mr. Frost: We do not.

Senator Busson: Thank you.

Senator Ince: Thank you. Mr. Frost, how would potential changes to the Pacific Coast licence regime affect the international competitiveness of our Canadian fisheries sector?

Mr. Frost: That's a really strong point you're making here. We used to compete in a very limited geographical market. Now the way that I believe all fisheries work is we're all competing in a global market. The changes to the Pacific licensing regime need to be well thought out. They need to be explored by the harvest committees.

Those harvest committee members have been elected by the harvesters themselves. While owner-operator principles that have been successful and are in place in the Atlantic, I think the concerns from people like myself are blanket changes that hope to benefit those they're intended to benefit. But I really feel like this is a long process that needs to be well thought out, and there are so many other variables and affecting issues that we're currently facing, like marine protected areas and like reconciliation, that are so important.

There's a lot of work to be done in B.C. before we can start to alter the licensing regime across the board. There are issues; there's no question. This is not a perfect system. Some issues that have been identified today need work; there's no question. This needs to be very thoughtful.

La sénatrice Busson : Comment cela se fait-il? Comment pouvez-vous ne capturer que 2 % du quota tout en étant la plus grande entreprise de pêche de Colombie-Britannique?

M. Frost : Il y a probablement 22 pêcheries en Colombie-Britannique. Nous participons à moins de 25 % d'entre elles.

Vous avez mentionné la merluche. Nous n'avons pas eu de débarquements de merluche de la côte Ouest depuis de nombreuses années. Nous participons à la pêche aux poissons de fond, qui comporte plusieurs espèces. J'ai quatre navires qui pêchent ce que j'appelle un bloc de quotas de flétan, qui comporte également des prises accessoires, et nous pêchons le hareng et le saumon en Colombie-Britannique.

La sénatrice Busson : Vous ne pêchez pas de crevettes, de crabes ou quoi que ce soit de ce genre?

M. Frost : Non, nous n'en pêchons pas.

La sénatrice Busson : Je vous remercie.

Le sénateur Ince : Je vous remercie. Monsieur Frost, quelles seraient les répercussions d'éventuelles modifications du régime d'octroi de permis de la côte Pacifique sur la compétitivité internationale de notre secteur canadien de la pêche?

M. Frost : C'est un argument très pertinent que vous avancez là. Auparavant, nous étions en concurrence sur un marché géographique très restreint. Aujourd'hui, je crois que toutes les pêcheries fonctionnent selon le principe que nous sommes tous en concurrence sur un marché mondial. Les modifications au régime d'octroi de permis du Pacifique doivent être mûrement réfléchies. Elles doivent être examinées par les comités de pêche.

Les membres de ces comités ont été élus par les pêcheurs eux-mêmes. Bien que les principes du modèle propriétaire-exploitant aient fait leurs preuves et soient en vigueur dans l'Atlantique, je pense que ce qui préoccupe les gens comme moi, ce sont ces changements généralisés grâce auxquels on espère avantager ceux à qui ils sont destinés. Mais j'ai vraiment l'impression qu'il s'agit d'un long processus qui doit être mûrement réfléchi, et il y a tant d'autres variables et enjeux connexes auxquels nous sommes actuellement confrontés, comme les aires marines protégées ou la réconciliation, qui revêtent une importance capitale.

Il y a beaucoup de travail à faire en Colombie-Britannique avant que nous puissions commencer à modifier le régime d'octroi de permis de façon généralisée. Il y a des problèmes, cela ne fait aucun doute. Ce n'est pas un système parfait. Certains problèmes qui ont été relevés aujourd'hui doivent être résolus, cela ne fait aucun doute. Il faut y réfléchir très sérieusement.

I've been around a little while. I've seen Fisheries and Oceans Canada make changes. It's been challenging. Any changes need to be well thought out, fishery by fishery.

Senator Ince: Thank you.

Senator Cuzner: I must ask Mr. Frost where he's from in Nova Scotia first.

Mr. Frost: My dad was from Argyle, and my mom was from Middle East Pubnico, Nova Scotia. I have a fishing family in District 34 fishing lobsters and we grew up in Cole Harbour.

The Chair: We're all smiling here.

Mr. Frost: When I was 21, I couldn't wait to go, and now I can't wait to get back.

Senator Cuzner: There you go. The issue we're dealing with, I know, is very complex. The West Coast fishery has evolved over the years and for many different reasons. We know that any fishery must be driven by conservation; that has to be paramount.

One thing that we've heard fairly consistently — and we heard it when we spoke with harvesters on the East Coast as well as in B.C. — they said one of the major deterrents is access to capital and it's a capital-intensive industry. They have advocated for a pool of money or a public source to borrow and to gain that access. Typically, they're bidding against the Jimmy Pattisons of the world when it comes to quotas. How do you see this impacting the sector if we were to recommend the development of such an agency? How do you see this impacting the cost of licences and impacting the sector?

Mr. Frost: This is a really complex issue. Let me step back. I think that a bank or supporting economic organization or access to capital for fish harvesters would be a fantastic idea. That is something that processors in B.C. have been doing for a long time: providing access to resources, providing vessels, providing licences and providing financing at really competitive rates. That is something that the company I work for does. And it's something that other companies in B.C. do as well.

So, that sort of access to capital, that affordable financing, it is sort of already in place. It is not that I don't think that there should be government support or support for independent fish harvesters outside of processors and already existing industries; I think that would be a great idea.

Je suis dans le milieu depuis un certain temps. J'ai vu Pêches et Océans Canada apporter des changements. Cela n'a pas été sans difficulté. Toute modification doit être mûrement réfléchie, pêcherie par pêcherie.

Le sénateur Ince : Merci.

Le sénateur Cuzner : Je dois d'abord demander à M. Frost d'où il vient en Nouvelle-Écosse.

M. Frost : Mon père était originaire d'Argyle, et ma mère de Middle East Pubnico, en Nouvelle-Écosse. J'ai de la famille qui pêche le homard dans la zone 34, et nous avons grandi à Cole Harbour.

Le président : Nous sourions tous ici.

M. Frost : Quand j'avais 21 ans, j'avais hâte de partir, et maintenant, j'ai hâte d'y retourner.

Le sénateur Cuzner : C'est bien cela. Je sais que la question dont nous traitons est très complexe. La pêche sur la côte Ouest a évolué au fil des ans pour de nombreuses raisons différentes. Nous savons que toute pêche doit être guidée par la conservation; cela doit être primordial.

Une chose que nous avons entendue de manière assez constante — et nous l'avons entendue lorsque nous avons parlé avec des pêcheurs de la côte Est ainsi qu'en Colombie-Britannique —, c'est qu'ils ont dit que l'un des principaux freins est l'accès au capital, car il s'agit d'un secteur qui demande beaucoup de capital. Ils ont plaidé en faveur d'un fonds commun ou d'une source publique qui leur permettrait d'emprunter et d'obtenir cet accès. En général, lorsqu'il s'agit des quotas, ils sont en concurrence avec les Jimmy Pattison de ce monde. Selon vous, quel serait l'impact sur le secteur si nous recommandions la création d'une telle agence? Comment cela affecterait-il le coût des permis et le secteur?

M. Frost : C'est une question vraiment complexe. Permettez-moi de prendre un peu de recul. Je pense qu'une banque, une organisation économique de soutien ou un accès au capital pour les pêcheurs serait une idée fantastique. C'est quelque chose que les transformateurs de Colombie-Britannique font depuis longtemps : fournir un accès aux ressources, mettre à disposition des navires, fournir des permis et proposer des financements à des taux vraiment compétitifs. C'est ce que fait l'entreprise pour laquelle je travaille. Et c'est aussi ce que font d'autres entreprises en Colombie-Britannique.

Donc, ce type d'accès au capital, ce financement abordable, est en quelque sorte déjà en place. Ce n'est pas que je sois contre un soutien gouvernemental ou un soutien aux pêcheurs indépendants, en dehors des entreprises de transformation et des industries existantes; je pense même que ce serait une excellente idée.

The thing that I caution here is I think what we've seen — be careful here — where financing or licences have been made available through government programs to harvesters or certain groups, that is turned around and it has driven up the cost of acquiring quotas and the cost of acquiring licences. The Pacific Integrated Commercial Fisheries Initiative, or PICFI, programs and things like that haven't always worked in B.C.

You know how much you would have to pay for a pound of halibut quota right now in B.C.? It is around \$120 to \$130 a pound. So if I wanted to go out and buy enough halibut to go fishing with annually, I would be looking for 50,000 pounds. At \$120 to \$130 a pound, it's never going to happen. The return on your investment is never going to be there in your lifetime.

That price has been driven up by programs that have been made available. So it's an example of how what seems like a good thing can just really be another barrier to entry for a guy who wants to buy it.

Senator Cuzner: If a company is offering financing to an independent harvester to acquire a licence, is there an understanding of indentured servitude that you're going to have to sell your catch to this processor because he's not really on his own, or at least until the repayment is complete? Do you do that?

Mr. Frost: Yes, that's a fair question. If a guy comes to me and says, "I'm really interested in a vessel of my own and some licences, but I don't have any financing," the obvious thing to say would be, "We could talk about financing." As a company who wants to buy fish, yes, absolutely.

Senator Busson: Your perspective is so valuable when it comes to learning about how the fishery works. I'm just going to step away from owner-operator just a little bit.

We had a witness here in the recent past, talking about — you brought it up — the 2025 sockeye salmon run fiasco on the Fraser. I happen to live in the part where all those fish were going at the end of the run. If I understand it, it was such an underestimation that it had a very negative effect on forward harvests of sockeye. It will have an effect over the next few years because of their overrun spawning grounds.

Do you have a suggestion on how DFO could do better at engaging with people who work in the fishery, either at the harvester level or wherever, to not let this happen again? Was there no response to the fact that everybody was seeing millions of fish they didn't expect? Did you have a comment about that?

Ce sur quoi je tiens à mettre en garde ici, c'est ce que nous avons constaté — faites attention — lorsque des financements ou des permis ont été accordés aux pêcheurs ou à certains groupes dans le cadre de programmes gouvernementaux. Cela a eu l'effet inverse et a fait grimper le coût d'acquisition des quotas et des permis. L'Initiative des pêches commerciales intégrées du Pacifique, ou IPCIP, et des programmes et autres initiatives de ce type n'ont pas toujours donné de bons résultats en Colombie-Britannique.

Savez-vous combien il faudrait payer aujourd'hui pour un quota d'une livre de flétan en Colombie-Britannique? Cela coûte entre 120 et 130 \$ la livre. Donc, si je voulais acheter assez de quotas de flétan pour pêcher chaque année, il m'en faudrait environ 50 000 livres. À 120 à 130 \$ la livre, ce n'est tout simplement pas envisageable. Vous ne verrez jamais de votre vivant le rendement de votre capital investi.

Ce prix a été augmenté par les programmes mis en place. C'est donc un exemple qui montre comment ce qui semble être une bonne chose peut en réalité constituer un obstacle supplémentaire à l'entrée pour quelqu'un qui souhaite acheter ce quota.

Le sénateur Cuzner : Si une entreprise propose un financement à un pêcheur indépendant pour qu'il acquière un permis, y a-t-il une entente de servitude contractuelle selon laquelle vous devrez vendre votre prise à ce transformateur parce qu'il n'est pas vraiment indépendant, ou du moins jusqu'à ce que le remboursement soit terminé? Procédez-vous de cette façon?

M. Frost : Oui, c'est une question pertinente. Si quelqu'un vient me voir et me dit qu'il aimerait vraiment avoir son propre bateau et des permis, mais qu'il n'a pas de financement, la réponse évidente serait : « Nous pourrions discuter du financement. » En tant qu'entreprise qui souhaite acheter du poisson, oui, absolument.

La sénatrice Busson : Votre perspective est si précieuse lorsqu'il s'agit de comprendre le fonctionnement de la pêche. Je vais m'éloigner un peu de la question des propriétaires-exploitants.

Nous avons récemment entendu un témoin parler — vous l'avez évoqué — du fiasco de la remontée du saumon rouge de 2025 dans le Fraser. Il se trouve que je vis dans la région où tous ces poissons se dirigeaient à la fin de la remontée. Si je comprends bien, la sous-estimation était telle qu'elle a eu un effet très négatif sur les captures futures de saumon rouge. Cela aura des répercussions au cours des prochaines années en raison de la saturation de leurs frayères.

Avez-vous une suggestion sur la manière dont le ministère pourrait mieux collaborer avec les personnes qui travaillent dans le secteur de la pêche, que ce soit au niveau des pêcheurs ou ailleurs, pour éviter que cela ne se reproduise? N'y a-t-il eu aucune réaction face au fait que tout le monde voyait des

Mr. Frost: We could be here all night. I am an appointed Fraser River Panel member, yes. I'm sure you're probably talking about Dr. Griswold, who was recently invited to comment on this file.

A lot of things went wrong last year. Things are very complex with respect to fish management in B.C.

I'm not exactly sure how to make this as succinct as possible. My view of the situation in 2025 is that we went into the season with a preseason forecast of about 2.4 million sockeye returning. Therefore, a very limited harvest is available. It might support some First Nations food, social and ceremonial uses, or FSC. It might support some of the Aboriginal fisheries exemption allocation to First Nations as well, but a commercial fishery was pretty much off the table.

Fish started to return. The Early Stuarts came back at many, many times their predicted numbers. That fish swam by. Early Summers came back at 200%. Summers came back at astronomical numbers, so much so that people began to start to create initiatives to try to get access.

I'm going to step back and say that the problem with what happened last season is really complex, but if you go into a fishery season planning for 2.4 million sockeye, DFO is very rigid and doesn't have the agility to respond to unexpected abundance.

We were able to get some access. As I mentioned, seines got 800 sockeye per licence. But when you think about the composition or the management units of Fraser sockeye, there are four primary runs: the Early Stuarts, the Early Summers, the Summers and the Lates. They all overlap. So maybe there is an allocation for Summers, but the Lates are a problem — or the Early Summers are a problem. So then you have a very small window in which you can target the management unit that is abundant while having minimum effect on the management units that are not abundant.

The escapement targets, the initiative to put more fish into the spawning grounds, to rebuild off cycle runs, was a mistake.

millions de poissons qu'on ne s'attendait pas à voir? Avez-vous un commentaire à faire à ce sujet?

M. Frost : Nous pourrions en discuter toute la soirée. Je suis membre nommé du Conseil du fleuve Fraser, oui. Je suis sûr que vous parlez probablement de M. Griswold, qui a récemment été invité à s'exprimer sur ce dossier.

Beaucoup de choses ont mal tourné l'année dernière. La situation est très complexe en ce qui concerne la gestion des pêches en Colombie-Britannique.

Je ne sais pas exactement comment résumer cela de la manière la plus concise possible. Mon analyse de la situation en 2025 est la suivante : nous avons entamé la saison avec des prévisions d'avant-saison tablant sur un retour d'environ 2,4 millions de saumons rouges. Par conséquent, le quota de pêche disponible est très limité. Il peut couvrir la pêche à des fins alimentaires, sociales et rituelles des Premières Nations. Il peut également couvrir une partie de l'attribution aux Premières Nations de l'exemption pour la pêche de subsistance des Autochtones, mais la pêche commerciale était pratiquement hors de question.

Les poissons ont commencé à revenir. Les saumons de la montaison hâtive de la rivière Stuart sont revenus en nombre bien supérieur aux prévisions. Ces poissons ont remonté le fleuve. Les saumons de la montaison estivale hâtive sont revenus à 200 %. Ceux de la montaison estivale sont revenus en nombre astronomique, à tel point que les gens ont commencé à mettre en place des initiatives pour tenter d'y avoir accès.

Je vais prendre un peu de recul et dire que le problème lié à ce qui s'est passé la saison dernière est vraiment complexe, mais si l'on aborde une saison de pêche en prévoyant 2,4 millions de saumons rouges, le ministère est très rigide et n'a pas la souplesse nécessaire pour réagir à une abondance inattendue.

Nous avons pu obtenir un certain accès. Comme je l'ai mentionné, les senneurs ont obtenu 800 saumons rouges par permis. Mais quand nous examinons la composition ou les zones de gestion du saumon rouge du Fraser, nous constatons qu'il existe quatre montaisons principales : la montaison hâtive de la rivière Stuart, la montaison estivale hâtive, la montaison estivale et la montaison tardive. Elles se chevauchent toutes. Il se peut donc qu'il y ait un quota pour les saumons de la montaison estivale, mais que ceux de la montaison tardive posent problème — ou que ce soient ceux de la montaison estivale hâtive qui posent problème. Vous disposez donc d'un délai très court pour cibler la zone de gestion qui est abondante tout en ayant un effet minimal sur les zones de gestion qui ne le sont pas.

Les objectifs d'échappée, l'initiative visant à mettre plus de poissons dans les frayères pour reconstituer les populations hors cycle, ont été une erreur.

Senator Busson: Thank you. I have a very quick question around that: If you have access to all that extra salmon, would the prices go in the toilet? Pardon the pun. Would they go down?

Mr. Frost: It's just like anything else. You're right, when you think about the availability of any product and the demand for the product.

There is a tipping point there. It depends on what is happening in Alaska or Russia and other places that also harvest sockeye and pink salmon. Yes, as the market becomes saturated with too much product, you're going to see a reduction in price. But considering the modest fishery that we had last year and the demand that was in place — not only for sockeye salmon. We probably let 7 million pinks swim by that we could have caught as well. It really is devastating to fish harvesters across B.C.

Senator Busson: Thank you.

Senator Surette: You probably thought nobody would know of Lower East Pubnico in Argyle. I actually grew up in Lower West Pubnico, and I spent most of my adult life in Argyle. So there you go.

Mr. Frost: It's a small world. My folks are still there.

Senator Surette: My question is this: Where do we go from here? How do we move forward from here? We heard from other witnesses that there could be changes to the Fisheries Act. There could be changes to regulations. There could be an independent commission set up. There is a modernization plan.

Are you part of any movement? A number of associations are working here on the Hill. Are you part of any movement to try to move this forward in a logical, methodical way?

Mr. Frost: Yes. We have had some meetings on fisheries modernization in B.C. I've been invited to some of those preliminary meetings to discuss framework on specific initiatives.

How do we move forward? I can really only speak to the fisheries where I work, of course. I have context for the company that I work for and how it is structured. I grew up wearing gumboots. I have spent a lot of my career on fishing boats and transporting vessels, so I have some understanding. That helps me manage. It provides, perhaps, at least a little respect from the guys we're working with.

La sénatrice Busson : Je vous remercie. J'ai une question très rapide à ce sujet : si vous aviez accès à tout ce saumon supplémentaire, ce serait la dégringolade des prix, n'est-ce pas? Est-ce qu'ils descendraient?

M. Frost : C'est comme tout le reste. Vous avez raison : il faut tenir compte de l'offre et de la demande pour n'importe quel produit.

Il y a là un point de bascule. Tout dépend de ce qui se passe en Alaska, en Russie et dans d'autres régions où l'on pêche également le saumon rouge et le saumon rose. Oui, lorsque le marché est saturé par un excès de produit, on observe une baisse des prix. Mais compte tenu de la modeste pêche que nous avons eue l'année dernière et de la demande qui existait — pas seulement pour le saumon rouge —, nous avons probablement laissé passer sept millions de saumons roses que nous aurions pu pêcher également. C'est vraiment dévastateur pour les pêcheurs de toute la Colombie-Britannique.

La sénatrice Busson : Je vous remercie.

Le sénateur Surette : Vous avez probablement pensé que personne ne connaîtrait Lower East Pubnico à Argyle. J'ai en fait grandi à Lower West Pubnico, et j'ai passé la majeure partie de ma vie d'adulte à Argyle. Cela ne s'invente pas.

M. Frost : Le monde est petit. Mes parents sont toujours là.

Le sénateur Surette : Ma question est la suivante : quelle est la prochaine étape? Comment allons-nous aller de l'avant? D'autres témoins nous ont indiqué que des modifications pourraient être apportées à la Loi sur les pêches. Il pourrait y avoir des changements dans la réglementation. Une commission indépendante pourrait être mise en place. Il y a un plan de modernisation.

Faites-vous partie d'un mouvement quelconque? Plusieurs associations mènent des actions ici, sur la Colline. Faites-vous partie d'un mouvement visant à faire avancer ce dossier de manière logique et méthodique?

M. Frost : Oui. Nous avons eu quelques réunions sur la modernisation des pêches en Colombie-Britannique. J'ai été invité à certaines de ces réunions préliminaires pour discuter du cadre de certaines initiatives particulières.

Comment allons-nous avancer? Je ne peux bien sûr parler que des pêches dans lesquelles je travaille. Je connais le contexte de l'entreprise pour laquelle je travaille et sa structure. J'ai grandi en portant des bottes en caoutchouc. J'ai passé une grande partie de ma carrière sur des bateaux de pêche et des navires de transport, et j'ai donc une certaine compréhension du sujet. Cela m'aide à gérer les choses. Cela me vaut peut-être, au moins, un peu de respect de la part des personnes avec qui nous travaillons.

How do we move forward? Again, speaking to the fisheries that I know, we could get rid of some of the archaic regulatory policy surrounding salmon licences — for instance, the length of licences, being able to move them, their having to reside on a vessel. You have vessels sinking at the dock here because the licences have to be on a vessel, which is a risk to small-craft harbours. There are so many issues that need to be resolved beyond this ownership issue.

DFO should continue to provide support for fisheries. I can talk a lot about initiatives to support the environment. Whether it is steelhead or coho issues, interior Fraser coho, Southern Resident killer whales, MPAs, access to resources — there are so many issues that could be resolved before anything else needed to happen.

What is really wrong with the Pacific Coast right now is that we are so cautious. We have precautionary measures upon precautionary measures upon precautionary measures. It means that we simply don't have any access anymore.

Senator Surette: Thank you.

The Chair: Thank you, Mr. Frost, for the engaging conversation and for taking the time to join us here this evening as part of our work. If there is anything, after today, that you think we should be aware of or if you want to enlighten us with regarding our work, please feel free to forward it to our clerk at any time.

(The committee adjourned.)

Comment allons-nous avancer? Encore une fois, si l'on prend l'exemple des pêcheries que je connais bien, on pourrait supprimer certaines des règles archaïques qui régissent les permis de pêche au saumon — par exemple, la durée des permis, la possibilité de les transférer ou l'obligation de les associer à un navire. Vous avez des navires qui coulent au quai ici parce que des permis y sont rattachés, ce qui représente un risque pour les ports de plaisance. Il y a tant de problèmes à résoudre au-delà de cette question de propriété.

Pêches et Océans Canada devrait continuer à fournir un soutien aux pêches. Je pourrais parler longuement des initiatives visant à protéger l'environnement. Qu'il s'agisse du saumon arc-en-ciel ou du saumon coho, du saumon coho du Fraser intérieur, des épaulards résidents du Sud, des aires de protection marine ou de l'accès aux ressources, il y a tant de problèmes qui pourraient être résolus avant que quoi que ce soit d'autre ne soit nécessaire.

Ce qui ne va vraiment pas sur la côte du Pacifique en ce moment, c'est que nous sommes trop prudents. Nous multiplions les mesures de précaution à l'infini. Cela signifie que nous n'avons tout simplement plus aucun accès.

Le sénateur Surette : Je vous remercie.

Le président : Merci, monsieur Frost, pour cette conversation passionnante et pour avoir pris le temps de vous joindre à nous ce soir dans le cadre de nos travaux. Si, après cette séance, vous pensez que nous devrions être informés de quoi que ce soit ou si vous souhaitez nous éclairer sur nos travaux, n'hésitez pas à transmettre vos commentaires à notre greffière à tout moment.

(La séance est levée.)
